

## **Brèves de paix**

### **Tendances, points forts, infos diverses...L'actualité du processus de paix en quelques lignes**

#### *Retour à la table !*

Après un mois de pause et de travail interne à chaque délégation, les deux parties se sont remises autour de la table pour le 8<sup>ème</sup> cycle des négociations le mardi 23 avril à La Havane. Le premier point de l'agenda, et non des moindres, celui de la politique agraire, n'a pas encore trouvé de consensus. Les délégations devront donc d'abord trouver un accord sur ce point crucial avant d'aborder le second point sur les 6 figés dans l'accord initial, celui de la participation politique.

#### *Dialogues express ?*

Les Dialogues de paix se sont ouverts il y a à peine 6 mois. Les élections présidentielles ont lieu dans un an. Alors, le processus se convertit en un prévisible enjeu électoral, du moins cette échéance ne peut être occultée. D'un côté, le président Santos envisage de proposer un prolongement de 2 ans de son mandat sans possibilité de se représenter. D'un autre, les FARC demandent de la patience et que les Dialogues ne se convertissent pas en un outil politicien ou électoral.

#### *Soutien extérieur et opposition intérieur...*

62 parlementaires américains ont envoyé un geste fort de soutien au processus de paix en transmettant une lettre missive à John Kerry, Secrétaire d'Etat. Dans cette communication, l'accent est mis sur l'importance de l'aboutissement des Dialogues mais aussi de la prise en compte des causes profondes du conflit comme le développement social et les droits humains. L'appui américain est également officiel, comme l'a déclaré Rajiv Shah, Directeur de l'USAID<sup>1</sup>, au président Santos lors de leur rencontre le 29 avril dernier à Bogotá. Il lui réaffirmé que les Etats-Unis étaient un allié fort dans ce processus et dans la coopération avec ce pays.

#### *Obstacles à la paix*

Voix dissonante dans le concert des soutiens au processus de paix, l'ex-président Alvaro Uribe et les caciques de son parti le Centre Démocratique, continuent de fustiger la politique du Gouvernement de vouloir négocier. Ils estiment que le pays ne peut s'agenouiller devant les « terroristes » des FARC et que seul la Sécurité démocratique (doctrine de l'ex-président) et l'Etat de droit doivent conduire à la sortie du conflit. A un an des élections présidentielles, ce courant fait de plus en plus de bruit et joue sur l'éventuelle impasse des négociations de La Havane.

#### *Justice transitionnelle*

Le procureur général, Eduardo Montealegre, a ouvert la porte du débat sur la justice, la vérité et la réparation qui s'applique à toute société en conflit ou post-conflit. Sur la base du « principe d'opportunité », il déclare que les combattants des FARC qui ne sont pas accusés de crimes contre l'humanité pourraient, dans le cadre d'un accord de paix, voir les accusations à leur encontre être abandonnées. La même question se pose pour les membres des Forces Armées Colombiennes

---

<sup>1</sup> USAID : Agence Américaine pour le Développement International



impliqués dans des crimes ou des délits. Le débat sur les modalités de la justice transitionnelle ne fait que s'ouvrir en Colombie.

### **Ca s'est passé récemment**

#### **Actualité des derniers événements organisés en Colombie autour de la construction de la paix**

*Conseil des DH de l'ONU - Mardi 23 avril - Genève*

Au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU existe ce que l'on appelle l'EPU. L'Examen Périodique Universel est le mécanisme instauré en 2008 et qui consiste à passer en revue tous les pays membres sur leurs pratiques en matière de droits de l'homme. Ainsi, tous les quatre ans, chaque pays doit se soumettre à cet examen qui débouche sur des recommandations. La Colombie est passée le 23 avril dernier à Genève. [Retrouvez ici tous les documents préliminaires à l'examen](#) (la plupart en anglais). La Colombie a rejeté de nombreuses recommandations, notamment en ce qui concerne la justice civile/militaire ou encore concernant la ratification du Protocole facultatif de la Convention de l'ONU contre la torture. L'ouverture des Dialogues de paix a en revanche été saluée. Le mandat de l'ONU en Colombie vient d'être prolongé de 3 ans par le gouvernement. Pendant ce temps là, on apprendait que [la Colombie était en 2012 le pays avec le plus grand nombre de déplacés internes dans le monde...](#)

*Congrès pour la Paix - Bogotá - 19 au 22 avril*

Du 19 au 22 avril dernier s'est tenu le Congrès pour la Paix à Bogotá. 20 000 personnes se sont retrouvées pour envoyer un message depuis les mouvements sociaux aux parties prenantes du conflit. [Dans la déclaration finale \(en espagnol\)](#), le Congrès insiste sur l'importance de la construction d'une paix sur la base d'un agenda social et la prise en compte des mouvements populaires, premières victimes du conflit. La nouvelle Colombie ne saurait se construire sans eux. Il note le caractère restreint des Dialogues (sans participation de la société civile, sans l'ELN à la table par exemple). Il insiste sur le fait qu'au-delà du silence des armes, les causes structurelles du conflit doivent être prises en compte et qu'il faut donc aussi penser le nouveau modèle économique. L'éducation et la justice figurent également dans les priorités de ce qu'il est ressorti d'un Congrès qui a eu un grand succès médiatique et dont les recommandations arriveront sans nul doute aux oreilles des négociateurs de La Havane.

*Forum pour la participation politique - 28 au 30 avril - Bogotá*

Chaque point de l'agenda des Dialogues de paix fait aussi l'objet d'un débat citoyen. Comme en décembre dernier sur le thème de la politique agraire, c'est cette fois le thème de la participation politique qui était au menu du 28 au 30 avril dernier. Avec, entre autres, des parlementaires, des représentants académiques et sous l'égide de l'ONU, les organisations et mouvements de la société civile ont pu débattre de ce thème délicat qui porte notamment sur l'éventuelle possibilité donnée aux « ex » combattants des FARC de participer à la vie politique dans un scénario post-conflit. Si aucun des participants ne s'opposent à la participation des FARC, la majorité de l'opinion publique n'est pas forcément de cet avis. Aussi, a surgi la proposition que soit proposé à référendum l'accord de paix qui serait signé entre les parties afin qu'il soit ratifié par le peuple. A l'occasion de cette rencontre, de nombreux ex-combattants d'autres pays qui ont vécu un conflit armé sont venus s'exprimer pour donner leur témoignage.



## Actus de Campagne

### Point sur la Campagne d'information et de plaidoyer en France

#### Lancement de la Campagne le 20 avril

Le samedi 20 avril 2013, le Réseau France Colombie Solidarités, les associations TEJE et Entre Todos ont co organisé la Journée de lancement de la Campagne 2013 de plaidoyer et d'information pour la paix en Colombie, dans la salle des mariages de la Mairie du 14<sup>ème</sup> arrondissement de Paris ([photos](#)).

Environ 70 personnes ont participé à cet événement et ont pu écouter tour à tour Maurice Lemoine (journaliste au Monde Diplomatique), Richard Pétris (fondateur de l'École de la Paix de Grenoble) et Daniel Garcia Pena (Consul de Colombie). Entre les défis mesurés à l'aune de l'histoire de la Colombie et les espoirs réels d'un accord historique entre les FARC et le gouvernement, nos 3 intervenants ont bien montré l'ampleur de la complexité du contexte colombien actuellement et de ses multiples facettes.

Cette après midi a aussi été l'occasion de réunir différentes associations et particuliers qui s'intéressent à la Colombie, leur donnant aussi l'occasion de poser leurs questions aux intervenants. C'est dans ce cadre introductif qu'a été présenté la Campagne et ses modalités.

La Campagne est une incitative de solidarité née de la société civile et est destinée aux élus français, par la signature d'un manifeste de soutien, et au grand public, par l'organisation d'événements de sensibilisation partout en France pendant les 6 mois que vont durer la Campagne.

#### Point sur la Campagne

A ce jour, [7 associations ont adhéré à la Campagne](#), sans compter 2 autres qui ne sont pas encore inscrites officiellement en l'attente de leur accord signé. Ce n'est que le début, l'initiative est désormais connue de beaucoup de monde. Plusieurs associations ont manifesté leur intérêt mais doivent aussi d'abord discuter de cette implication en interne. 74 manifestes ont été demandés à ce jour, ce qui correspond à l'estimation du nombre d'élus que les premières associations adhérentes envisagent de rencontrer. Nul doute que [ce nombre va augmenter au fur et à mesure des semaines et des inscriptions](#) !

**PROCHAIN BULLETIN LE 15 MAI 2013 !!**